

5 novembre 2018 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours du Président de La République Choose Grand Est

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Monsieur le Président du Conseil régional,

Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs les Parlementaires,

Mesdames, Messieurs les présidents des conseils départementaux,

Mesdames, Messieurs les Elus,

Messieurs les Préfets, Mesdames les Préfètes,

Chers amis,

Je suis heureux d'être parmi vous aujourd'hui ici à Pont-à-Mousson mais permettez-moi, depuis Pont-à-Mousson, de commencer par une pensée pour Marseille parce que ce matin, sans qu'il soit possible à ce stade de tirer quelque bilan que ce soit, Marseille a souffert et souffre encore - trois immeubles se sont effondrés - je n'en dirai pas plus maintenant mais je voulais ici dire l'affection et la solidarité de la Nation toute entière à l'endroit de nos compatriotes pour cette ville, ce territoire, cette région.

Je voulais ce soir être parmi vous, ici, à Pont-à-Mousson d'abord, vous le savez, en ce moment de l'année, en ce centenaire, pour m'incliner devant ceux qui sont tombés lors de la Première Guerre mondiale et de la Seconde guerre et nous étions tout à l'heure avec plusieurs d'entre vous à Morhange sur l'un des lieux les plus meurtriers de ce cet été 14 et nous poursuivrons à travers cette région puis celle des Hauts-de-France une partie des terres qui ont ainsi souffert.

Mais je tenais aussi à venir ici pour célébrer un département - la Meurthe-et-Moselle - une région - le Grand Est - qui au cours de l'histoire ont toujours su trouver la force de rebondir. Ces territoires ont souffert ; ils ont payé un lourd tribut, ceux de Morhange, ceux que nous verrons demain, aux Eparges ou à Verdun et dans tant d'autres endroits. Mais à chaque fois, ces territoires ont su se relever ; à chaque fois, les familles ont su se redresser et à chaque fois, l'économie de cette région s'est aussi redressée.

Et comment ne pas évoquer ici cette usine métallurgique fondée au milieu du XIXe siècle par Camille CAVALIER et André GRANDPIERRE, qui est indissociable de l'identité de votre commune, Monsieur le Maire ; cette usine, la Première guerre mondial, il y a un siècle, l'avait presque détruite. Et quelques mois après l'Armistice, alors que les flots de la Moselle étaient encore rougis du sang des millions de victimes du Front, elle était pourtant là, debout, active comme au premier jour. Rebondir, c'est encore ce que cette région a su faire quand sur les cendres des villages dévastés, des villes défigurées par la Seconde guerre mondiale, elle a su porter haut une industrie sidérurgique française alors première en Europe. C'est cela le Grand Est.

Une capacité à faire face à toutes les tempêtes, à y résister et à s'en relever ; à s'en relever par le courage des femmes et des hommes qui le font. Une faculté à surmonter toutes les épreuves, à se projeter sans cesse vers l'avenir. Ces épreuves n'ont pas manqué ; j'ai parlé des guerres, mes chers Présidents, votre région a dû affronter aussi durant ces dernières décennies, nombre de crises : la crise du textile, celle du charbon qui était alors le carburant de l'industrie ; la crise de la sidérurgie entamée au crépuscule des Trente Glorieuses ; la crise économique débutée en 2008, il y a tout juste 10 ans.

Au total, en 30 ans, plus de 200.000 emplois industriels ont été détruits ici dans ces terres du Grand Est. Mais pourtant, pour des dizaines de milliers de personnes, cette question : comment envisager l'avenir quand on a perdu son emploi, son usine ? Comment envisager l'avenir dans des territoires qui ont tant souffert ? Cette question, vous y avez apporté une réponse, sur ces territoires : par le courage, la volonté et l'excellence.

Alors oui, Monsieur le Président, je crois dans ce partenariat entre l'Etat et les collectivités territoriales comme

celui que le gouvernement a su montrer avec votre région et vos départements, encore la semaine dernière ; comme vous ne manquerez pas de le faire sur les sujets de transport et comme le faisons activement sur l'ensemble des sujets économiques, qu'ils soient énergétiques, agricoles ou industriels.

Je crois à cet esprit de coopération parce que c'est celui qui a fondé cette région, parce que celui qui a toujours permis ce redressement, celui qu'on voit dans tous les villages comme dans la métropole de ce Grand Est, c'est cet esprit de coopération propre à ce cœur d'Europe, celui du dialogue ; celui qui fait - et nous l'avons encore vu tout à l'heure - dans une assemblée républicaine, que quelles que soient les sensibilités politiques, on tombe d'accord quand l'intérêt du territoire est là ; quand défendre les femmes et les hommes, l'industrie et l'économie prime sur le reste.

Alors oui, c'est ce chemin que je veux qu'ensemble nous puissions parcourir et ce chemin, depuis la crise de 2008, il a déjà largement été commencé. Qui sait par exemple que cette région est la première du pays, hors Ile-de-France, pour les exportations ? Que sa balance commerciale est largement positive, qu'on parle là d'une grande région agricole et d'une grande région industrielle tout à la fois ? Qui sait que sur ces terres comptant 800 kilomètres de frontières internationales, un salarié sur cinq travaille dans un groupe étranger, que l'on dénombre plus de 170.000 travailleurs transfrontaliers, près de 100.000 avec le Luxembourg. Et je vous écoutais, Madame, à l'instant parler des biotechnologies, de cette vallée des industries pharmaceutiques et biologiques. Et en vous écoutant, vous avez vous-même parlé de ces trois frontières, ces trois frontières qui ce matin, à Morhange, étaient celles du sang ; vous en avez fait celle de la croissance par cette volonté, par la richesse de ce territoire qui n'est pas aux confins de la France et si loin de Paris, qui n'est plus aux marches du pays lorsque l'invasion arrive mais qui est à l'épicentre de l'Europe productive, celle que nous voulons.

Le Grand Est éprouve chaque jour cette réussite européenne et l'ensemble des projets qui ont été recensés et mis en valeur durant cette journée de travail, le montrent. C'est d'abord des projets qui permettent la reconversion des territoires, qui permettent de propager ce que j'appellerai cette leçon de Pompée. Nous étions avec quelques-uns d'entre vous, il y a quelques instants, pour voir entreprise NOVASEP (ph)... Quelle leçon ! Et je veux ici avoir une pensée émue pour Jacques CHEREQUE qui s'est tant battu pour cette terre... tant battu. La leçon de PompéePompey, c'est que rien n'est impossible. C'est qu'alors même qu'on voyait s'effondrer ce par quoi on s'était construit, ce dans quoi des familles – je le sais bien et je veux rendre ici hommage à toutes les familles qui ont travaillé - avaient fait l'aciérie française, son excellence... Eiffel, sa tour et tant de décennies d'excellence industrielle... lorsque d'un seul coup, tout fermait, on se disait « c'est impossible ». Il y a aujourd'hui plus d'emplois qu'il n'y en avait alors. Et il y en avait parce qu'il y a eu une volonté de transformer le territoire, d'y apporter de la recherche, de l'innovation, de la responsabilité économique, sociale, de la solidarité des élus, des partenaires sociaux, des entrepreneurs parce qu'on a investi ce qu'on a gagné, parce qu'alors que quelques grands groupes ont quitté et sont tombés, plus de 250 entreprises ont créé plus de 5.000 emplois et continuent d'investir, de créer, d'innover.

C'est cette même leçon qu'on a vue à Florange, grâce aux efforts entrepris pour engager la reconversion vers les matériaux d'avenir, les nouvelles technologies ; il y a désormais davantage de salariés qu'avant les hauts fourneaux. C'est ça, la réalité et on ne le dit pas assez. Que sur la plateforme industrielle de Carling, vous l'avez là aussi parfaitement décrit Madame, plusieurs projets en chimie verte, en biochimie – et je rends hommage à l'investissement de votre groupe - vont créer plus de 250 emplois, soit deux fois et demie plus que la centaine d'emplois frappés par l'arrêt de la centrale à charbon de Saint-Avold. C'est la transition, la reconversion progressive, l'accompagnement et c'est le fait qu'on ne bâtit pas d'avenir sur l'instrumentalisation de nostalgies. On en bâtit sur la fierté du passé, sur l'expertise des femmes et des hommes et la volonté de faire avancer un territoire et c'est ce que vous portez toutes et tous.

C'est cette même volonté, ces mêmes nouveaux investissements qu'on voit – et nous en avons parlé il y a un instant - dans l'automobile ; le pôle industriel de PSA Metz-Trémery, investit aujourd'hui sur la voiture électrique, la mobilité de demain, cher Philippe, c'était il y a quatre ans, chacun pensait que le groupe allait tomber ; on cherchait des investisseurs chinois ; l'Etat montait à leurs côtés ; vous l'avez parfaitement dit, par le travail fait, le groupe non seulement s'en est sorti, a acheté des concurrents, s'est développé et créé de l'emploi ici, sur le territoire qui l'avait vu prospérer et où l'angoisse était de mise alors, et va continuer d'en créer parce que MERCEDES annonce aussi produire dans la région, vous en avez parlé Monsieur le Président ; l'excellence de la voiture électrique, c'est ce même modèle, cette même industrie automobile si chère à cette région du Grand Est et si vitale pour cette région, qui continue de se développer, mais sur les filières d'avenir, sur les nouvelles formes de mobilité.

C'est la même chose en matière de santé avec le choix fait par NOVARTIS d'implanter son centre mondial de biotechnologie dans le Haut-Rhin et le choix fait par MERCK pour le Bas-Rhin, de relocaliser une partie de ses activités ; mais l'esprit de dialogue et de coopération que j'évoquais, a réconcilié l'intégralité de ces deux choix industriels. C'est les choix faits en matière agroalimentaire - et je veux remercier ici Carlsberg CARLSBERG – portant, accompagnant l'excellence de toute la région en la matière ; ce sont les choix en matière de logistique avec AMAZON, ce sont les choix faits pour la filière bois - et je remercie le groupe GUERNICA GARNICA - les choix faits aussi dans la transition environnementale avec le groupe CEVITAL à Villers-Semoise ; les choix faits

choix faits aussi dans la transition environnementale avec le groupe CEVITAL à Villers-Jeuneuse, les choix faits aussi - et nous l'avons consacré ensemble Monsieur le président de région, hier - par de grands groupes allemands de venir investir en France avec la confirmation du projet EUROPA PARK qui sera créateur, nous le savons, de plusieurs milliers d'emplois dans la région et qui consacre la réunion d'un vrai projet franco-allemand qui va développer de nouvelles formes de mobilité, de l'emploi et de l'excellence en matière de tertiaire.

Tous ces sujets Mesdames et Messieurs, tous ces sujets que je viens rapidement d'égrener, sont au milieu d'une famille d'investissements qui représentent pour la région Grand Est près de 2 milliards d'investissements si je ne prends que les vingt premiers que vous portez toutes et tous, les industriels, les salariés, les élus, les investisseurs, par vos convictions, votre certitude qu'il y a dans cette région une excellence. Et c'est quelque 2 milliards d'investissements, ce seront évidemment des milliers d'emplois. C'est la confirmation de ce que nous voyons depuis plusieurs mois, le fait que l'industrie redémarre et que sur ces terres qui ont tant souffert, mais ces terres industrielles, qui ont tant porté, les investisseurs ne se trompent pas et les choix de développement sont aussi conformes à l'histoire qu'a portée cette terre.

Alors pour réussir sur ce projet, il nous faut en effet avec la région, travailler, accompagner et réussir cette conversion profonde que nous devons tous faire ensemble, qui suppose la mobilisation de la Nation toute entière, cette conversion en quelque sorte des regards, de nos comportements, de nos choix et acter du fait qu'il n'y a pas de fatalité. Il y a quelques années, quand on regardait la frontière, on pouvait penser qu'il y avait une fatalité : celle qui faisait qu'il y avait deux fois plus le chômage d'un côté par rapport à l'autre - je ne dis pas que nous avons rattrapé tout le retard mais ça progresse - et cette fatalité, c'était celle aussi d'un marché du travail qui était très différent, d'un investissement industriel qui n'était pas le même. Et donc à mes yeux, pour accompagner ces projets, vous accompagner - investisseurs, industriels, élus - le pilier de ce que nous devons faire, c'est une stratégie d'investissement. Elle a commencé, elle doit continuer de se déployer. Un investissement dans le capital industriel, le capital territorial et le capital humain.

C'est uniquement par ces investissements-là ainsi réconciliés que nous pourrons réussir et c'est ce que nous devons illustrer dans la stratégie en commun pour le Grand Est.

L'investissement en capital humain est à mes yeux, premier. Voyons, les chiffres macro-économiques sont là - je parlais là des quelques grands projets qui manifestent une reprise - mais il est impossible de construire sans les femmes et les hommes. C'est l'investissement dans l'école et la formation première - et nous poursuivrons le travail partenarial en la matière pour continuer l'excellence, mettre davantage de nos jeunes dès le plus jeune âge, à l'école, améliorer les performances de notre école et pour moi, c'est la clé de la réussite économique de la région qui se joue là aussi et permettre de lutter contre toutes les formes de décrochage.

Imaginez-vous, dans notre pays, c'est quasiment 100.000 jeunes chaque année qui sortent du système sans emploi ni formation ; y mettre fin, c'est toute une stratégie qui consiste à porter l'obligation de formation jusqu'à 18 ans - c'est au cœur de la stratégie de pauvreté - d'améliorer le suivi, l'orientation et en même temps que nous continuerons d'investir sur notre école, c'est d'investir plus massivement sur la formation des jeunes, l'apprentissage et l'alternance. Et là-dessus, je veux vous remercier, Monsieur le Président, et avec vous l'ensemble des élus pour le partenariat en la matière ; le partenariat avec vous et le partenariat avec toutes les branches économiques, industrielles, avec nos artisans, avec les métiers, avec les agriculteurs et tous les industriels du territoire. La réforme qui, il y a quelques semaines, a été promulguée, va permettre de simplifier les choses en rendant la capacité à fixer les règles aux branches professionnelles : finies les règles incompréhensibles où l'Etat central fixait, indépendamment de la réalité du terrain ou de la réalité de telle ou telle branche, les conditions d'arrivée le matin, d'heures de travail ou de ceci ou de cela. On se souvient des situations croquignolesques qui bloquaient les embauches ; c'est terminé. Madame la Ministre est là pour en témoigner, vous avez dû en parler : après un long combat, ce sont les branches professionnelles qui auront à fixer ces règles, de manière beaucoup plus simple, beaucoup plus pragmatique.

Nous aurons ensemble à investir ; le coût pour l'employeur en est fortement réduit et plus lisible, et nous investirons ensemble massivement pour développer ces formations. D'ores et déjà, j'en vois les premiers résultats : en sortie de 3e, c'est 40% de formations en apprentissage et en alternance de plus à cette rentrée dans les souhaits émis. Et je vois aussi sur le territoire se développer des nouvelles perspectives : la mise en service à Charleville-Mézières de la plateforme Platinum qui forment aux enjeux de l'impression 3D ; la création à Reims d'une licence professionnelle et d'une filière d'ingénieurs robotiques ; l'ouverture à Troyes d'un diplôme universitaire sur les objets connectés industriels ; et en quelques mois, l'augmentation de plus de 10% des places disponibles en apprentissage dans la région, 12% exactement.

Et donc nous continuerons d'investir sur l'apprentissage, l'alternance mais également sur la formation professionnelle. Et ce défi est massif. Vous avez commencé à le faire, je l'ai vu, je m'en souviens ; il y a un an et demi à Nancy, je l'ai vu à Strasbourg et dans plusieurs endroits de la région ; mais le défi qui est le nôtre aujourd'hui, c'est de permettre à au moins 2 millions de nos concitoyens, jeunes décrocheurs ou chômeurs de longue durée, de pouvoir retrouver leur place dans le travail. Et ça n'est pas simplement en créant des emplois ; c'est aussi en réformant aux besoins nouveaux ces jeunes ou moins jeunes qui, depuis plusieurs

années parfois, sont dans des situations de chômage. Et donc c'est un investissement, celui que nous avons décidé de faire par le plan d'investissement dans les compétences - 15 milliards d'euros sur le quinquennat - qui permettra à ces 2 millions de personnes, par ce partenariat avec les territoires, avec les branches professionnelles, de retrouver des compétences dont nous avons aujourd'hui besoin.

Mais ne nous méprenons pas ; c'est un sujet dont l'exécution sera décisive et l'exécution, elle se fera sur le terrain, au plus près – nous l'avons aussi évoqué ensemble - en allant chercher celles et ceux qui ont besoin de ces formations et qui ne sont pas toujours ceux qu'on allait chercher le plus volontiers jusqu'ici, en assurant ces formations et en accompagnant le retour à l'emploi et parfois dans l'emploi. Cet investissement, nous le ferons ensemble parce que c'est sur les territoires que ces populations les plus fragiles sont les mieux connues et c'est sur les territoires, avec l'ensemble des forces vives, des forces économiques, qu'on peut aussi prévoir des compétences dont on a besoin ; qu'on peut avoir une stratégie qu'on va planifier : qui a besoin en métallurgie, qui a besoin dans les nouveaux métiers de l'énergie, qui en agroalimentaire ou ailleurs. Et à ce titre, je souhaite vivement que dans les prochains mois, nous puissions confirmer la création de centres d'excellence en matière de formation : à Charleville, il ne serait pas choquant qu'un centre d'excellence en matière de métallurgie puisse se développer, qui vienne agréger toutes les formations existantes et sur de nombreux endroits du territoire, en fonction de ce que les branches professionnelles et les filières décideront d'investir massivement pour permettre de créer justement ces centres dont nous avons besoin, qui permettront de former les plus jeunes et les moins jeunes.

Cette transformation passe aussi par la transformation que le gouvernement a conduite dans l'organisation de l'entreprise et du marché du travail ; pour une flexi-sécurité à la Française qui permette d'avoir un dialogue social au plus près du terrain, au plus près des branches, au plus près de l'entreprise et de s'adapter aux cycles économiques, à la réalité de ce qui est vécu sur le terrain et de sortir en quelque sorte d'une économie dans laquelle nous étions, qui était une économie de statut, où on n'investissait plus dans les personnes mais où on prétendait les protéger parce qu'on les leur expliquait qu'on allait les protéger du changement. Nul n'a jamais protégé du changement, cette région ne le sait que trop bien ; et on ne protège personne en expliquant qu'on va empêcher les choses de se faire. Vous l'avez parfaitement dit : on ne protégera personne si on explique qu'il faut embaucher à perte dans une entreprise automobile ; on peut le faire six mois, un an, deux ans et c'est toute l'entreprise qu'on fermera. Non ! On doit accompagner ces mutations, permettre aux entreprises de les faire plus vite et protéger les personnes ; protéger les personnes, ça veut dire les former tout au long de leur vie, leur donner le bon bagage pour participer à ces aventures industrielles, économiques et leur permettre de rebondir le jour où l'entreprise dans laquelle elles travaillent, est face à un choc industriel, un changement profond.

C'est ce choix que nous avons fait, c'est ce choix que nous continuerons de faire ; celui du discours de vérité, de l'esprit de responsabilité parce que les principales victimes de cette économie du statut et de l'illusion étaient les moins qualifiés, étaient les jeunes peu formés, étaient les territoires déjà les plus en difficulté. Et c'est pour cela aussi qu'à côté de cet investissement dans les personnes, il nous faudra continuer d'investir dans notre tissu industriel. Les grands projets que j'évoquais, en sont un parfait exemple ! C'est le choix que vous avez fait. Nous continuerons de le faire. C'est des choix, là aussi, qui ont été défendus par le gouvernement en matière économique et fiscale et il faut ici les assumer pour leur redonner leur cohérence. Quelle était la différence qu'il y avait entre la France et l'Allemagne ? La France taxait deux fois plus le capital qui se réinvestissait dans sa propre économie ; et la France n'avait pas le même fonctionnement du marché du travail ! Il n'y a pas de fatalité, on peut changer les choses. On peut changer les choses. Et c'est ce qui a été fait.

Et là-dessus, le gouvernement a porté avec courage les engagements que j'avais pris devant les Français mais qui consistent aussi à moins taxer le capital quand il est réinvesti dans l'économie et qui permet de créer de l'emploi. Et donc ces choix sont aussi, à la lumière d'une vision de l'économie d'ensemble, de l'économie productive et je veux croire que les choix industriels qui sont ici faits, viennent saluer l'efficacité des décisions politiques cohérentes en la matière.

Mais il nous faut aussi des investissements publics dans les territoires et dans le capital, vous l'avez dit, Monsieur le Président, pour accompagner ces décisions ; des investissements en matière d'accès- la région Grand Est exemplaire et je veux ici lui rendre hommage, rendre hommage à votre prédécesseur qui avait su organiser ce schéma unique, il faut bien le dire, en matière de déploiement du numérique et qui va permettre en effet à cette région d'avoir accès à un réseau fibre très haut débit et à une couverture mobile exemplaire sur le territoire, ce qui est un accès essentiel pour nos concitoyens et pour l'accès au développement économique.

L'accès, ce sont aussi les transports et nous serons aux côtés de la région dans les grands choix qui permettront, en particulier, de donner toute sa place au sillon lorrain mais plus largement au Grand Est être cette région carrefour ; le Grand Est ne doit pas être une annexe de Paris ; c'est un carrefour et un carrefour, ça circule d'est en ouest et du nord au sud, je vous rejoins ; et nous prendrons les choix et les investissements à vos côtés pour qu'en matière autoroutière comme en matière justement de transport ferroviaire, la région

puisse investir là aussi et l'Etat avec elle dans ces accès indispensables.

Et puis investir dans les territoires, accompagner justement cette transformation, c'est décider d'investir dans les grandes transitions et les choix industriels. D'abord investir dans la recherche : il y a ici des universités, des laboratoires d'excellence - vous avez évoqué le CEA Tech, les prix Nobel de la région, de Strasbourg, Metz, Nancy en passant par le CEA, le CNRS, les grandes universités, évidemment les autres organismes de recherche, je ne veux pas omettre de citer l'INSERM ou l'INRIA présentes aussi dans la région – c'est de l'excellence à tous les endroits. Nous poursuivrons cet investissement car il y a de transition qui sont au cœur des choix industriels de la région et pour lesquels l'investissement privé et public doit être au rendez-vous ; c'est la transition écologique et la transition numérique.

La transition écologique parce que de l'agroalimentaire en passant par l'industrie, nous devons produire différemment, nous le savons bien, vous l'avez parfaitement évoqué à travers les projets d'entreprises mentionnés et c'est au cœur des choix qui sont portés par le gouvernement ; il y aura dans quelques semaines des annonces en matière énergétique et environnementale mais ils viendront, je veux ici le dire pleinement, ancrer, accompagner, encourager les choix d'ores et déjà faits dans cette région.

Dans cette région, on ne s'est pas menti ; et je dirais que vous avez tout vécu : un site nucléaire déjà en restructuration, le premier site nucléaire fermé sur un engagement politique dans le cadre d'une transition justement de notre stratégie énergétique avec Fessenheim et là-dessus un vrai engagement de l'Etat pour que la transition soit faite avec un contrat sur le terrain avec les territoires pour permettre d'accompagner ces derniers - je veux saluer l'action du gouvernement et tout particulièrement du ministre à vos côtés pour permettre justement de donner de la visibilité aux territoires et aux salariés – c'est une région comme je l'évoquais, où Saint-Avold... la centrale à charbon, devra fermer, compte tenu des engagements pris et de la cohérence de notre stratégie carbone mais où nous créons de nouvelles activités et où nous allons déployer, là aussi, de nouveaux investissements, de nouveaux emplois.

Et c'est un territoire aussi, où avec Bure, nous allons créer de l'emploi sur l'aval de la chaîne et donc il y a une stratégie nucléaire et de l'aval nucléaire qui est ici pensé et expérimental ; il y a un territoire exemplaire en termes de transition énergétique et environnementale et d'investissements avec le territoire ; il y a ici de nouveaux métiers que nous allons continuer de déployer par cet investissement public, à vos côtés, car nous vous le devons.

Cette stratégie environnementale, c'est aussi celle que vous avez eue sur les matériaux - et je veux la saluer, le Président VARIN le sait bien aussi, qui tient tout particulièrement à ce que Nancy ait réussi en la matière - cette stratégie sur les matériaux, c'est faire d'un territoire d'excellence dans l'industrie traditionnelle, un territoire d'excellence dans l'industrie du futur, l'innovation sur les matériaux, la réconciliation de la chimie, des nouvelles formes de production, du digital. Et c'est sur ces territoires que je veux que nous puissions continuer ainsi à investir. Oui, cette transition énergétique, environnementale, elle est jumelle de la transition numérique que nous portons, celle de l'industrie du futur à laquelle nous croyons profondément, qui va permettre, là aussi, de recréer des emplois sur nos territoires. Et c'est par ces deux transitions qu'il faut regarder en face là aussi, qu'il faut accompagner par de l'investissement, que nous arriverons à produire différemment de l'automobile ; que nous arriverons à faire de l'industrie différemment, que nous réinventerons des industries qui étaient parfois des industries d'hier en créant de l'emploi industriel d'aujourd'hui et de demain sur nos territoires ; des emplois différents, aux qualifications multiples, mais en redonnant des perspectives à nos concitoyens et des perspectives aux territoires qui sont les nôtres.

Et c'est cette même ambition en matière d'alimentation, en matière de santé que je veux ici porter avec vous et c'est pourquoi l'Etat continuera d'être profondément engagé dans cette stratégie de recherche, de développement industriel sur tous ces sujets, en matière d'intelligence artificielle bien entendu aussi, qui est au cœur de ces transformations. Et c'est pourquoi aussi, dans quelques semaines, ces stratégies s'incarneront dans les cent territoires d'industrie que dévoileront le Premier ministre et le gouvernement et qui partout sur le terrain porteront cette ambition en matière de recherche, de développement industriel et d'accompagnement de ces grandes transformations.

Et vous l'avez dit, et pour conclure, Monsieur le Président, tout cela n'est possible que parce que cette région, parce que tout ce territoire, s'inscrit dans une stratégie qui doit profondément être européenne ; ce qui fait qu'on est passé d'une ligne de front quand on parlait des trois frontières à une ligne de croissance dont vous parliez tout à l'heure, c'est l'Europe ; c'est le fait qu'il y a eu ici, portée par des familles qui avaient tant souffert, cette volonté de réconcilier, de produire ensemble et je n'oublie pas que c'est sur ces terres que les ambitions d'Europe sont nées, de celles et ceux qui pendant des décennies avaient produit ici ce par quoi on se détruisait jusqu'alors : le charbon et l'acier, en le mettant ensemble, pour faire... pour construire. Tout ce dont je vous ai parlé, d'ambition, d'investissement dans les personnes, dans l'industrie, dans le territoire, n'est possible et ne sera possible que si cela s'inscrit dans une stratégie européenne assumée, profonde, voulue, d'une Europe de l'ambition en matière de recherche comme en matière industrielle, agroalimentaire, d'alimentation : une Europe qui décide de défendre ses intérêts stratégiques face aux autres grandes

l'alimentation ; une Europe qui décide de défendre ses intérêts stratégiques face aux autres grandes puissances, qui décide d'investir... Pensez-vous, l'Europe aujourd'hui en matière d'intelligence artificielle, c'est 10% de l'investissement mondial, nous n'y sommes pas ! C'est donc une Europe qui décide enfin de se réveiller sur ces grandes transitions et ces grands chantiers, qui décide de faire front commun pour de l'automobile de demain en passant par l'industrie du futur, l'intelligence artificielle, l'alimentation et autres, d'avoir une politique... des standards communs ; de protéger ces travailleurs, ces investisseurs et de porter une ambition pour l'ensemble de ces territoires.

Il y a 70 ans, nous sommes sortis des guerres civiles européennes ; il nous faut aujourd'hui une Europe qui porte une ambition économique, industrielle, géopolitique, profonde ; c'est le défi d'aujourd'hui. Et je refuse cette alternative entre les nationalismes d'un côté qui proposent le pire et le bégaiement de l'histoire et les tenants d'une forme d'Europe ouverte à tous les vents, qui n'aurait plus de valeurs, qui ne serait qu'un grand marché, où on investirait d'autant mieux qu'on vient de Chine ou des Etats Unis et où on ne peut plus garantir à nos concitoyens aucune règle - aucune règle - aucun respect de ces valeurs, aucune règle quand il s'agit du secret sur l'Internet, de la nature de son alimentation et des préférences collectives qui sont les nôtres, qui ont forgé notre Europe.

Moi je crois dans une Europe de l'ambition, une Europe qui protège, une Europe qui veut. Et c'est cette Europe qui permettra à nouveau de porter l'ambition profonde qui est la nôtre ; c'est le défi qui est le nôtre dans les prochains mois sans naïveté et sans complaisance. Et c'est celui que nous aurons aussi à porter.

Voilà mes chers amis les quelques mots que je voulais partager avec vous en cette fin d'après-midi. Nous avons proposé en début d'année à de nombreux investisseurs internationaux de venir choisir la France ; c'était à Versailles « Choose France » l'avait-on appelé, pour proposer, bénéficiant des nouvelles réformes, d'investir, de croire dans notre territoire ; choisir la France, ce n'est pas choisir Paris seulement. Choisir la France, c'est choisir tous les territoires de notre pays. Et c'est pourquoi il était important aujourd'hui de porter ce choix du Grand Est, celui que vous illustrez, celui dont vous avez si bien parlé. Et choisir le Grand Est, c'est choisir cette part d'histoire, ces valeurs, une part de la réussite collective de ce pays qui croit dans l'avenir de notre pays, qui a décidé d'investir dans les personnes, le territoire, l'industrie, d'investir dans les grandes transformations, le numérique comme l'écologie. Et c'est investir dans une région qui a décidé de porter ces choix au cœur de l'Europe. Et donc merci de ce combat porté ; c'est le plus beau combat qu'on puisse livrer ; c'est celui qui permettra d'éradiquer la grande pauvreté ; c'est celui qui permettra de donner une place à chacun ; c'est celui qui permettra de redonner une pleine fierté à l'ensemble de nos concitoyens et de retrouver dans cette Lotharingie, dans ce cœur d'Europe, battant, une part de notre histoire commune, ce visage du Grand Est dont vous avez bien parlé, Monsieur le Président de région et dont les élus ici présents portent les couleurs mais dont l'ensemble des forces économiques, sociales, associatives portent aussi la fierté. Et ce sont toutes ces forces réunies dont nous avons besoin pour gagner cette bataille.

Je vous remercie. Vive la région Grand Est ! Vive la République et vive la France !